



63144



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
GENERAL

E/ECA/PSD.5/34
4 March 1988

Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence commune des planificateurs,
statisticiens et démographes africains

Cinquième session

Addis-Abeba (Ethiopie), 21 - 28 mars 1988)

RAPPORT DU SEMINAIRE SUR LA REVISION DU SYSTEME DE
COMPTABILITE NATIONALE DES NATIONS UNIES

I. INTRODUCTION

1. Le séminaire sur la révision du Système de comptabilité nationale de l'ONU (SCN) organisé par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), en collaboration avec le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique et la Communauté économique européenne (CEE), s'est tenu au siège de la CEA à Addis-Abeba du 29 septembre au 3 octobre 1986.

2. Ont été représentés à ce séminaire les pays suivants : Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Ghana, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Léone, Swaziland, Zaïre et Zimbabwe.

3. Ont été également représentés le Bureau de statistique de la Communauté économique européenne (EUROSTAT) la Banque mondiale, ainsi que le Bureau de statistique de l'ONU.

4. Le séminaire a été ouvert par M. M. W. Makramalla, Chef de la Division de la recherche socio-économique et de la planification, au nom de M. Adebayo Adedeji, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

5. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, M. Makramalla a précisé que ce séminaire s'inscrivait dans le cadre d'une série de séminaires régionaux analogues tenus de par le monde afin d'examiner les propositions concernant la révision, en vue de son éventuelle extension, du Système de comptabilité nationale de l'ONU, afin de mieux l'adapter à la situation et aux besoins particuliers des pays en développement. Il a exprimé l'espoir qu'à l'issue des travaux, soient formulées des propositions dans ce sens et que se dégage un accord devant régir, conformément aux souhaits du groupe d'experts, la nouvelle mise au point du Système de comptabilité nationale qui devrait être achevé d'ici à 1990. Enfin, M. Makramalla a rendu hommage au secrétariat du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, au Bureau de statistique de la Communauté économique européenne et au Programme des Nations Unies pour le développement pour avoir pris en charge un certain nombre de participants qui, s'il en était autrement, n'auraient pas pu participer au séminaire, tout en remerciant les gouvernements qui avaient pris en charge les représentants de leur pays.

6. Il a exprimé l'espoir que les travaux aboutissent à l'adoption de propositions concrètes et positives concernant la mise au point d'un système de comptabilité nationale qui puisse servir les planificateurs économiques et les décideurs pendant de nombreuses années à venir.

7. Les participants ont élu M. G. A.O. Amadu (Nigéria) Président, M. Traoré Souleymane (Mali) Vice-Président, Mme D. Manraj (Maurice) et M. Luc Mbong Mbong (Cameroun) Rapporteurs.

Ordre du jour et organisation des travaux

8. Les participants ont adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Allocution d'ouverture
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Point 1 : Révision du Système de comptabilité nationale :
objectif, organisation et résultats obtenus
5. Point 2 : Cadre conceptuel et présentations des manuels
6. Point 3 : Agents a) double découpage
b) résidents
7. Point 4 : Opérations : a) délimitation de la production
b) évaluation de la production non commercialisée
c) production imputée des services bancaires
d) consommation des ménages
e) autres questions
8. Point 5 : Harmonisation du Système de comptabilité nationale avec
les autres systèmes connexes
9. Point 6 : Comptes nationaux à prix constants
10. Point 7 : Groupes d'étude
Rapports des groupes d'étude
11. Adoption du rapport
12. Evaluation des résultats des travaux

9. Il a été convenu que les questions à renvoyer devant les groupes d'étude devraient se dégager des débats.

La révision du Système de comptabilité nationale : objectif, organisation et résultats obtenus (Point 1 de l'ordre du jour)

10. Le programme de révision du SCN a fait l'objet d'une présentation par le représentant du Bureau de statistique de l'ONU, qui a rappelé que cette révision, telle qu'elle avait été définie par le Groupe d'experts créé en 1982, devait permettre de remanier le SCN sans y introduire de modifications majeures. Il s'agissait d'y apporter un certain nombre de précisions, de l'adapter à des faits nouveaux ou non reconnus au moment de sa création, de l'accorder avec d'autres systèmes statistiques analogues et de l'améliorer afin de faciliter sa mise en application, notamment dans les pays en développement. Le Bureau de statistique des Nations Unies recruterait, à titre de consultant, M. T.P. Hill, actuellement chef de la Division de la comptabilité nationale et des statistiques économiques

à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en vue d'élaborer une nouvelle version du Livre Bleu. Le programme actuel, dont l'exécution était coordonnée par le Groupe intersecrétariats sur la comptabilité nationale, et auquel coopéraient le Bureau de statistique des Nations Unies, l'OCDE, la Communauté économique européenne, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, prévoyait que la révision du Livre Bleu serait terminée d'ici 1990 et qu'il serait présenté, sous forme d'avant projet, à la session de 1991 de la Commission de statistique. Il était également prévu, concurremment, de réviser d'autres manuels publiés par le Bureau de statistique de l'ONU notamment ceux relatifs à la répartition du revenu, aux tableaux entrées-sorties, aux bilans et comptes de *reconciliation*. Il en serait de même pour des manuels élaborés par certains organismes internationaux, tels que les manuels du FMI sur la balance des paiements, les statistiques des finances publiques et les statistiques monétaires et bancaires.

11. Au cours de la période de révision du Livre Bleu, le Bureau de statistique des Nations Unies publierait des éditions préliminaires des manuels de comptabilité nationale en vue d'aider concrètement les experts en comptabilité nationale à procéder à la mesure des définitions du SCN. Ces éditions préliminaires seraient à leur tour révisées une fois que la Commission de statistique aurait adopté les nouvelles normes du SCN. Il était à noter que le premier manuel relatif au compte de production avait déjà été publié; parallèlement, d'autres volumes étaient en cours d'élaboration, qui traitaient du compte du secteur public, des opérations extérieures, des tableaux entrées-sorties, du compte des ménages et de la répartition du revenu, de la comptabilité nationale à prix constants et, enfin, de la comparaison entre le SCN et le CPM.

12. Un grand nombre de thèmes relatifs à la révision du SCN avaient été identifiés et traités dans un certain nombre de documents de travail élaborés par des experts en comptabilité nationale auprès des bureaux nationaux de statistique et des organismes internationaux, ainsi que par des universitaires et des chercheurs.

13. Les thèmes et documents dont était saisie la présente réunion constituaient une sélection représentative de ceux ayant fait l'objet de discussions au cours des quelque 20 réunions tenues depuis la création, en 1982, du Groupe d'experts, réunions régionales et réunions techniques organisées par d'autres commissions régionales (Commission économique pour l'Europe, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique), par l'OCDE et EUROSTAT, et, enfin, par l'Association internationale de recherches sur le revenu et la fortune. Par ailleurs, deux réunions interrégionales à l'intention des pays en développement s'étaient tenues, l'une à Mexico en février 1986 (séminaire sur le SCN à l'intention des pays en développement les moins avancés en matière de statistique), l'autre à Genève en juin 1986 (séminaire interrégional sur le SCN à l'intention de pays en développement).

14. D'ici 1990, il était prévu d'organiser une série de réunions d'experts sur les thèmes suivants : comptabilité nationale à prix constants (novembre 1986), opérations extérieures (mars 1987), tableaux entrées-sorties (avril 1988), flux financiers et bilans (1988) et liens entre le SCN et le CPM (1988). Les réunions techniques parrainées par différents organismes internationaux participant aux travaux du Groupe de travail intersecrétariats avaient été précédées, en juin 1986, par une réunion, à Genève, du Groupe d'experts sur la structure du SCN, qui avait présenté un certain nombre de recommandations d'ordre général sur la révision du SCN, devant servir de directives pour les travaux des réunions techniques ultérieures. Ce groupe d'experts chargé de la coordination se réunira de nouveau à l'issue des travaux de révision du SCN, en 1989 et 1990, afin d'assurer l'intégration des travaux du groupe d'experts précédent et de participer à la rédaction du projet du Livre *Bleu* révisé. Afin d'assurer la continuité des travaux, un groupe restreint d'experts représentant les cinq organisations participant aux travaux du groupe de travail inter secrétariats ainsi que six spécialistes représentant les pays développés (trois) et les pays en développement (trois) participeront à toutes les réunions du groupe d'experts. Ces réunions regrouperont non seulement des spécialistes en matière de comptabilité nationale, mais également des spécialistes d'autres domaines tels que notamment la balance des paiements, les statistiques des finances publiques afin d'assurer l'harmonisation du SCN avec les systèmes connexes.

15. Les participants ont pris note de l'évolution des travaux de révision du SCN, en soulignant la nécessité, pour les groupes d'experts, d'examiner, dans leurs prochaines réunions, les besoins de l'Afrique en matière de comptabilité nationale en vue de leur inclusion dans le Livre *Bleu*. Il a été fait mention des recommandations formulées par le séminaire sur la comptabilité nationale organisé par la CEA en octobre 1985. Le représentant du bureau statistique de l'ONU a précisé que les recommandations générales dudit séminaire concernant le SCN révisé avaient été examinées lors de la réunion du groupe d'experts sur la structure du SCN; quant aux recommandations spécifiques, elles seraient examinées ultérieurement par des groupes spécialisés. En attendant, il a proposé que la réunion en cours réitère lesdites recommandations afin qu'elles soient incorporées dans le rapport final. Un participant a proposé la création d'un Comité africain chargé de l'examen du SCN afin de procéder à l'évaluation des progrès accomplis dans la révision du Système. Le représentant du secrétariat a répondu qu'un tel projet aurait une incidence financière pour la CEA et serait donc difficile à réaliser pour le moment.

16. Quant aux points à inclure dans la révision du SCN, les participants ont particulièrement souligné la nécessité de traiter de la question relative à l'insuffisance et à la qualité des données de base auxquelles les pays africains avaient accès. Il a été également fait état des méthodes à suivre pour estimer le revenu par habitant sur la base d'un système de parité multiple, pour tenir compte de la contrebande, des activités du secteur non structuré et, en particulier, des

nombreuses tâches accomplies par les ménagères africaines, qui, dans les pays développés, entraient souvent dans la catégorie des activités marchandes. Par ailleurs, il a été fait état de la nécessité de traiter de la question relative au séjour des travailleurs migrants et du personnel d'assistance technique internationale, ainsi que de la classification des institutions privées à but non lucratif au service des ménages.

Cadre conceptuel et présentation des manuels (Point 2 de l'ordre du jour)

17. Cinq documents ont été présentés au titre de ce point de l'ordre du jour. Un document intitulé "Cadre conceptuel du Système de comptabilité nationale (SCN)" (STAT/WG.NAC/86.1) a été établi par le groupe de travail intersecrétariats. Il y est proposé une série de comptes intégrés notamment les comptes des opérations de flux, les comptes de *reconciliation*, les bilans ainsi que la structure des ventilations par *agents* et opérations qui pourraient servir de cadre de présentation pour illustrer le SCN dans le Livre Bleu.

18. Une autre solution a été proposée dans le document établi par la CEA, intitulé "La forme du Livre Bleu et la structure du SCN" (STAT/WG.NA/86/5). Les auteurs établissaient la distinction entre le cadre de base pour les comptes de production et la flux des biens et services d'une part, et les comptes de revenu et de dépenses et les comptes de capital d'autre part. Les auteurs soutenaient également que le Livre Bleu devrait être rédigé en langage simple et, dans la mesure du possible, être illustré par des tableaux qui serviraient à la présentation des données.

19. Dans un troisième document établi par la CEA et intitulé "Propositions pour une restructuration du SCN" (STAT/WG.NA/86/4), les auteurs ont mis au point, à l'intention des pays en développement, une série de tableaux permettant d'établir une corrélation entre les données sur la production et les données sur le revenu et les dépenses et les opérations en capital, et d'établir la distinction entre activités du secteur structuré et activités du secteur non structuré, entreprises à participation étrangère et entreprises nationales, et entreprises publiques et entreprises privées. Le cadre élaboré dans ledit document était plutôt calqué sur le cadre central du SCN, de façon à ce qu'il n'y ait plus besoin de consacrer, dans le Livre Bleu, un chapitre distinct pour les pays en développement.

20. Deux autres documents préparés par la Banque mondiale, à savoir "Une présentation alternative des comptes nationaux" (STAT/WG.NA/86/3) et "Des comptes nationaux pour les décideurs de la politique économique", ont servi de documents de travail pour la réunion.

21. De l'avis général, le Système de comptabilité nationale révisé ne devrait plus comporter un chapitre distinct pour les pays en développement. La plupart des participants ont convenu que les théories et concepts étaient universels et que les problèmes rencontrés tenaient à l'application pratique des concepts :

comment répartir certaines institutions africaines par secteurs (par exemple, nombre d'activités réalisées par des missions religieuses) et comment mesurer les concepts des opérations. De plus, les classifications requises dans les pays africains et autres pays en développement pouvaient différer de celles qui étaient utiles aux pays développés. Plusieurs participants ont en outre souligné que les écarts observés entre les pays en développement étaient considérables du fait de systèmes politiques différents et d'un développement économique divergent et qu'il serait quasiment impossible de définir un cadre universel pour les pays en développement. Toutefois, plutôt que d'être un système applicable par tous, le Livre Bleu devrait constituer un cadre de référence, à partir duquel les pays pourraient choisir les parties qui leur seraient les plus utiles.

22. Certaines caractéristiques de l'économie des pays en développement devraient être reflétées dans les concepts et classifications présentés dans le Livre Bleu. Ainsi, dans les classification institutionnelles et autres classifications, il faudrait faire ressortir les besoins spécifiques des pays en développement. L'intégration des comptes de production par secteurs institutionnels dans le système a été jugée utile. On s'est accordé sur la nécessité de maintenir la double classification du SCN et d'établir un lien net entre la classification des opérations dans les comptes de production et des opérations dans les comptes de revenu et de dépenses et comptes de capital. En élaborant les concepts et classifications, il conviendrait de tenir compte de l'insuffisance des données dans les pays en développement.

Les agents du Système de comptabilité nationale (Point 3 de l'ordre du jour)

23. Deux documents ont été présentés au titre de ce point de l'ordre du jour. Le premier, intitulé "Les agents du Système de comptabilité nationale" (STAT/WG.NAC/86/6) a été présenté par le représentant de l'EUROSTAT. Il a expliqué que l'on continuerait forcément d'avoir besoin de deux types de classification d'agents en comptabilité nationale. Il s'agissait a) des branches d'activité de production d'après les établissements et b) les secteurs institutionnels d'après les unités responsables de la distribution, de l'investissement et de la prise de décision en matière financière.

24. Certaines questions nécessitaient des clarifications :

a) Etablissements publics à caractère industriel et commercial : Dans le document, il était indiqué qu'on gagnerait à faire concorder le secteur de l'administration centrale et les établissements publics à caractère industriel producteurs des services rendus par les administrations publiques en reclassant les unités de production nationale :

- soit i) comme entreprises (quasi-sociétés)
- soit ii) comme producteurs des services rendus par les administrations publiques
- soit iii) comme i) ou ii) selon que la consommation est principalement externe ou destinée aux administrations publiques.

Au cours des débats, la question s'était posée de savoir où classer la production de l'imprimerie nationale. Certains pays la classaient dans le secteur manufacturier, d'autres parmi les producteurs des services rendus par les administrations publiques. D'autres exemples de difficultés comprenaient notamment les services de radiodiffusion et de télévision ainsi que les départements des travaux publics.

b) Entreprises publiques/privées : Les critères du Système de comptabilité nationale n'étaient pas clairement définis du point de vue pratique et des propositions avaient été avancées pour rendre nette cette distinction. Au cours des débats, la nécessité d'établir des comptes couvrant l'ensemble du secteur public a été soulignée.

c) Quasi-sociétés et production des ménages : Dans le Système de comptabilité nationale de 1968, les quasi-sociétés avaient été créées pour permettre que les grandes unités de production de biens et services marchands soient traitées comme des entreprises. Dans le document STAT/WG.NAC/86/4, le secteur des entreprises avait été assimilé au secteur "moderne" et la production des ménages au secteur "traditionnel" ou "informel". (Il n'y avait pas lieu ici d'utiliser des concepts différents).

25. La nécessité a été exprimée de tenir compte des institutions traditionnelles d'épargne et de crédit dans la classification par secteur. (Une note sur les caractéristiques de ces institutions permettrait de les traiter de façon appropriée). La proposition visant à traiter les institutions privées sans but lucratif comme sous-secteur du secteur des ménages avait été rejetée par la plupart des intervenants. Il a été estimé que ces organismes (par exemple, les églises, les oeuvres sociales etc.) n'avaient rien à voir avec les ménages. Certaines organisations dites sans but lucratif ne l'étaient pas en réalité et devraient être classées dans le secteur des entreprises tandis que celles qui étaient réellement sans but lucratif devraient figurer dans le secteur des administrations publiques. Certains participants ont estimé que cela ne se justifierait pas lorsque celles-ci n'étaient pas principalement financées par les administrations publiques.

26. Le second document intitulé "Les résidents de l'économie" (STAT/WG.NAC/86/7) a été élaboré par le FMI et mettait l'accent sur la nécessité de maintenir l'actuel critère d'un an dans la balance des paiements et le Système de comptabilité nationale pour déterminer la résidence d'une unité physique ou juridique ou d'une personne. D'autres critères seraient moins pratiques. Le document en outre

examinait un grand nombre de cas difficiles à propos desquels des questions avaient été posées s'agissant des directives actuelles ainsi que les implications des directives actuelles dans la solution des problèmes liés à la rémunération des employés, aux transferts courants, aux transactions financières et autres.

27. Au cours des débats qui ont suivi, des questions avaient été posées relatives au statut de résidents des personnes se déplaçant librement entre pays en y transportant leurs produits et du personnel des multinationales qui avaient des résidences dans plusieurs pays à la fois. S'agissant des travailleurs saisonniers, il a été proposé que leurs revenus devraient être inclus dans le PNB de leur pays d'origine et que les assistants techniques qui étaient entièrement ou pour l'essentiel payés par des donateurs devraient être considérés comme ne résidant pas dans les pays où ils travaillaient même s'ils s'y trouvaient depuis plus d'un an.

Opérations (Point 4 de l'ordre du jour)

a) Questions relatives à la délimitation de la production

28. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par un représentant du secrétariat. Le document de base examiné était intitulé "Questions relatives à la délimitation de la production" et portait la cote STAT/WG.NAC/86/8. Ce document était extrait du document ESA/STAT/AC.27/3 établi par le Groupe de travail intersecrétariats.

29. Le représentant du secrétariat a indiqué que les questions relatives à la délimitation de la production étaient très importantes dans la mesure où elles déterminaient l'importance du produit intérieur brut d'un pays et qu'il était important, pour les comparaisons sur le plan international, d'inclure autant que possible dans les comptes nationaux un ensemble commun d'opérations.

30. Il a été fait référence à la définition de la production figurant dans les versions de 1952 et de 1968 du SCN et il a été indiqué que dans la version de 1968 la délimitation de la production avait été élargie pour inclure a) la transformation des produits primaires par leurs producteurs et b) certaines activités de ménage à compte personnel telles que la propriété et la construction personnelle des logements. Toutefois, malgré cet élargissement, la définition de la production n'incluait, par exemple, la fabrication de produits tels que les chaussures, les vêtements et les petits objets métalliques que lorsque leurs producteurs vendaient une partie de leur production.

31. Cette restriction à laquelle s'ajoutait la recommandation que certaines activités de subsistance (par exemple la réparation et l'entretien des logements et des bâtiments agricoles, le stockage des récoltes, le transport de l'eau) soient exclues de la production se traduisait par l'omission de montants considérables de la production dans les comptes nationaux des pays appliquant le système et dans lesquels ces activités étaient considérables.

32. Le représentant du secrétariat a dit que les problèmes que posait la collecte des données justifiaient en partie les recommandations. Toutefois, depuis 1968 les enquêtes par sondage auprès des ménages avaient occupé une place beaucoup plus importante dans les instruments statistiques des pays en développement et ces enquêtes avaient permis d'élargir considérablement le champ des activités pouvant faire l'objet d'une collecte de données.

33. Le représentant du secrétariat a fait remarquer que nombre des activités dont l'exclusion a été recommandée de la couverture des principaux types de production de subsistance étant importantes dans les pays en développement et que bon nombre de ces pays étant à présent en mesure d'utiliser les enquêtes par sondage auprès des ménages, il faudrait désormais accorder de manière explicite l'attention aux types d'information qu'il conviendrait de rassembler. Il a déclaré que le séminaire devrait, dans un premier temps, fixer de façon précise des orientations en ce qui concerne les genres d'activités devant être inclus dans la production et la manière dont ces activités devraient être évaluées.

34. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont exprimé la nécessité d'élaborer une notion de production plus vaste qui devrait comporter certains des éléments dont le SCN actuel préconisait l'exclusion, par exemple l'imputation pour "le transport de l'eau", l'artisanat, le stockage des récoltes, la réparation et l'entretien des logements, la confection (que le producteur écoule ou non une partie de sa production sur les marchés), les services des sages-femmes et autres.

35. Les participants ont à l'unanimité convenu d'inclure certaines activités illicites dans la production. Il a été noté que malgré leur caractère illicite, ces activités créaient des revenus pour les personnes qui s'y adonnaient et devraient par conséquent être incluses dans le PIB. Toutefois, certains participants se sont demandés s'il était possible de trouver des méthodes appropriées pour rassembler les données sur les activités illicites dans la mesure où la plupart des personnes qui s'y adonnaient étaient installées à leur compte, notamment les trafiquants de drogue, les cambistes illicites et autres.

b) Evaluation des activités traditionnelles dans la comptabilité nationale

36. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la réunion a été saisie du document STAT/WG.NAC/86/9 intitulé "The Measurement of Traditional Activities in the National Accounts". Ce document a été présenté par un fonctionnaire de la Banque mondiale, qui a rappelé que les diverses méthodes et techniques d'évaluation des activités traditionnelles non monétaires en Afrique étaient loin d'être homogènes. La compilation d'estimations cohérentes traduisant la réalité économique sous-jacente revêtait une importance toute particulière pour les pays en développement à faible revenu où les activités non monétaires, particulièrement en ce qui concerne l'économie rurale, constituaient une part importante du produit national. A cet égard, le représentant de la Banque mondiale a proposé l'adoption du tableau ci-après afin que les participants puissent mieux identifier les divers problèmes que posent les estimations en ce domaine :

STRUCTURE DE LA PRODUCTION ET ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Type de transactions	SECTEUR MODERNE		SECTEUR TRADITIONNEL	
	Structuré		Non structuré	Petits exploitants agricoles
	Transactions monétaires	Transactions enregistrées/comptabilisées	Transactions non comptabilisées et non enregistrées: économie souterraine, activités illégales	Recettes en espèces provenant de la vente des récoltes, autres services
	Transactions non monétaires	Loyer public Troc/Evasion fiscale/Recettes en nature	Autoconstruction/ Autoconsommation et emploi propre/ Arrangement de contrepartie	Subsistance/Compte propre/Construction, etc.

37. Chacune des cases de ce tableau (qui pouvait, dans la pratique, être encore subdivisée) était représentée par une valeur estimée (prix x quantité). Il s'agissait alors de décider de la quantité (production) à chiffrer dans chaque catégorie et de la valeur à assigner à cette "production". Jusqu'ici, l'on avait utilisé des modèles faisant appel à des paramètres fixes d'ordre très général pour évaluer la plupart de ces activités très diverses (à l'exception de celles pour lesquelles une valeur de transaction appropriée avait été normalement enregistrée). Cela avait masqué le rôle des problèmes réels se posant dans le secteur traditionnel, comme ceux dus à la sécheresse grave qui sévit dans de nombreux pays africains.

38. En définissant les problèmes de cette manière, il était possible de répondre plus facilement à certaines des questions fondamentales en matière de comptabilité nationale:

i) Comment définir la production dans le cadre du nouveau SCN?

39. Pour les experts partisans de restreindre la quantification à un "moyen" de base, il conviendrait de se concentrer uniquement sur la partie supérieure gauche du tableau ci-dessus; ces experts ne tiendraient compte d'aucune imputation (nombre d'entre elles relevant du secteur non structuré), voire de nombreuses attributions, estimant que la quantification en serait trop arbitraire. A l'autre extrême, la production pourrait englober la valeur de tous les biens et services produits ayant une activité de contrepartie à valeur marchande. Ainsi, il serait

possible de considérer presque toutes les activités, effectuées soit pour compte propre soit pour compte de tiers, comme étant une activité économique. Cela s'appliquerait en particulier aux activités des ménagères. Ce cadre conceptuel montrait bien qu'il convenait d'adopter différentes méthodes d'évaluation et différentes techniques de quantification. Il était utile de définir la production de façon plus précise et de se limiter aux transactions ayant des contreparties à valeur marchande facilement identifiables, comme la vente des produits agricoles. Ainsi que l'indiquait le document à l'étude, une transaction était prise en compte lorsqu'elle cessait d'être une activité pour le compte propre du ménage et devenait une activité entre ménages. Les services, même minimes, entraînés par un tel transfert (commercialisation, distribution et transport) qui étaient ajoutés à la valeur du produit, n'étaient pas intégrés à la valeur définie pour l'emploi propre.

- ii) Dans l'évaluation de la production non monétaire, et particulièrement de l'autofourniture, fallait-il privilégier l'aspect "production" ou l'aspect "consommation"?

40. La méthodologie à adopter en ce domaine dépendrait de la nature de l'activité et des données disponibles. Si l'on privilégiait l'aspect "production", il fallait alors choisir entre une quantification basée sur des intrants identifiés ou, au contraire, sur une évaluation de la production, à l'exclusion des pertes. Pour l'évaluation des activités de construction non monétaires des ménages ruraux, il faudrait faire appel à une certaine quantification des salaires et du temps nécessaire à la production; de même, il faudrait appliquer des données relatives à la productivité agricole en fonction des surfaces estimées pour chaque culture afin d'en dériver une mesure de la production. Si la production était évaluée sur la base des coûts de substitution, il pouvait s'avérer difficile d'estimer les frais de mutation à appliquer au niveau de la main-d'oeuvre. On s'accordait général à penser que le salaire le plus bas octroyé à la main-d'oeuvre temporaire était la mesure la plus pertinente; toutefois, on pouvait également estimer qu'il s'agissait là d'un chiffre trop élevé, étant donné que, même lorsque le salaire était extrêmement bas, l'offre de main-d'oeuvre surpassait la demande et qu'un tel salaire serait en fait beaucoup plus faible si tous les exploitants pratiquant une agriculture de subsistance faisaient irruption sur le marché de l'emploi.

41. Si l'on privilégiait par contre l'aspect "consommation", il faudrait alors disposer d'estimations valables sur la consommation par habitant de produits (principalement produits alimentaires) et services de base. Ces données pouvaient être obtenues à partir d'enquêtes sur la nutrition et sur l'alimentaire de base et d'informations recueillies auprès des médecins, du personnel de santé en zones rurales, etc. Il serait également utile d'analyser la structure des dépenses des groupes les plus défavorisés tels qu'elle ressortait des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages. Certains chercheurs avaient proposé d'établir un prix de synthèse des plats nationaux et régionaux. Toutes ces mesures devraient tenir compte en outre des variations saisonnières et de la structure par âge et par sexe de la population, à prédominance rurale.

iii) Données de base et données sur les flux

42. En ce qui concernait l'évaluation des changements pouvant survenir d'une période à l'autre, il importait de faire appel à des techniques de quantification différentes de celles utilisées pour les estimations de l'année de référence. Traditionnellement, les changements concernant des variables telles que les groupes démographiques ou les surfaces cultivées étaient appliquées aux paramètres fixes estimés pour la consommation par habitant ou encore la productivité agricole; or, cela risquait de ne pas refléter la réalité de façon adéquate. Il faudrait également faire appel à d'autres données en vue d'ajuster les estimations de base pour tenir compte de pénuries régionales et saisonnières, d'épidémies.

iv) Opérations et opérateurs

43. Les opérations et les opérateurs ne se recouvraient pas toujours; ainsi, de nombreux exploitants pratiquant une agriculture de subsistance pouvaient réaliser des ventes en espèce. Il importait donc d'établir une distinction entre ménages et activités et de considérer, en matière d'économie non monétaire, la transaction plutôt que le type d'opérateur. Cela se répercutait au niveau de la collecte des données, du fait que l'information sur les activités non monétaires était obtenue principalement à partir des opérateurs.

c) Production imputée de services des banques et d'assurances

44. Le document établi par l'OCDE et intitulé "Evaluation de la production des institutions monétaires en comptabilité nationale (STAT/WG.NAC/86/10) a servi à examiner la production imputée de services des banques ainsi que la production imputée de services d'assurances.

45. Au titre de ce point de l'ordre du jour, un fonctionnaire du secrétariat a fait observer que la méthode actuelle consistant à assigner la production imputée de services des banques à un secteur nominal sans aucun effet sur le PIB et sans inclure les services financiers dans les exportations des pays qui sont des centres financiers, ne donnait pas satisfaction en général; Les trois solutions proposées ont été examinées à fond lors de réunions antérieures; et elles auraient toutes des incidences sur le niveau du PIB.

46. Une solution consisterait à traiter les banques de la même manière que des producteurs de services pour les administrations publiques, et à calculer le volume brut de leurs opérations sur la base du coût sans tenir compte de l'excédent d'exploitation et à définir la différence entre le volume brut des opérations (c'est-à-dire le coût) et les droits effectivement perçus comme une consommation des administrations publiques.

47. La deuxième solution consisterait à traiter les paiements au titre d'intérêts et les recettes comme des droits perçus pour des services financiers, de sorte que les mouvements d'intérêt n'apparaîtraient plus dans le compte de revenu et dépense, mais deviendraient un élément des mouvements de biens dans le volume brut des opérations, les consommations intermédiaires et la demande finale.

48. La troisième solution consisterait à assigner la production imputée de services de banques dans le système actuel de comptabilité nationale à la consommation intermédiaire et à la demande finale et à effectuer une imputation pour la production importée de services des banques. La production de services de banques serait en outre déduite des recettes au titre d'intérêts perçues par les banques des emprunteurs et ajoutée à l'intérêt payé par les banques aux déposants de façon à obtenir ce qu'on appelait des mouvements d'intérêt "purs" qui eux apparaîssaient dans le compte de revenu et dépense.

49. On a remarqué que la production imputée des services d'assurance était traitée de la même façon dans le système de comptabilité nationale. Les services de caisses de retraite étaient imputés par exemple sur la base du coût (à l'exclusion de l'excédent d'exploitation), les services d'assurance pour sinistre étaient par contre considérés comme une différence entre les primes reçues et les indemnités payées et répartis entre les divers utilisateurs, sur la base des primes payées. Les primes nettes des services apparaîssaient dans le compte de revenu et de dépense du système actuel de comptabilité nationale. On procédait de même en ce qui concernait les services fournis par les régimes d'assurance-vie, la seule différence étant que la production imputée des services était calculée en déduisant des primes des paiements au titre d'indemnités mais également en soustrayant les augmentations nettes aux réserves actuarielles et en ajoutant un intérêt imputé à ces réserves.

d) Consommation des ménages

50. Un fonctionnaire de la Communauté économique européenne a présenté le document de base (STAT/WG.NAC/86/11) au titre de ce point de l'ordre du jour. Les participants ont soulevé les questions suivantes:

- a) Le calcul d'une consommation privée élargie influençait-il l'épargne?
- b) Ce nouveau concept remplacerait-il le concept actuel de consommation privée?
- c) Ce concept était-il réellement opérant en ce qui concernait l'analyse des économies africaines?

51. Le représentant de la CEE a répondu en indiquant que la proposition tendant à élargir la consommation privée ne modifierait pas la structure du compte de revenu et dépense pour les ménages. Le concept actuel continuerait d'être utilisé.

On considérait que ces propositions seraient utiles pour les pays africains où de nombreuses activités entreprises dans les domaines de l'éducation, de la santé, des loisirs et de la culture et qui étaient normalement effectuées par l'administration, étaient entreprises en partie ou totalement par les ménages, selon la situation budgétaire de l'Etat.

Reconciliation du SCN avec les autres systèmes connexes (Point 5 de l'ordre du jour)

52. Les participants ont examiné ce point de l'ordre du jour sur la base du document intitulé (Reconciliation du SCN avec les statistiques spécialisées (STAT/WG.NAC/86/13) et établi pour la réunion de la Commission de statistique en 1987.

53. La reconciliation du SCN avec les statistiques spécialisées s'inscrivait dans le cadre du programme de révision du SCN et faisait suite à la recommandation formulée en 1982 par le groupe d'experts sur le SCN et tendant à ce que les concepts en matière de SCN soient harmonisés avec ceux utilisés pour d'autres statistiques. Le programme a visé au départ à identifier les différences conceptuelles entre les rubriques du SCN et les normes du FMI en matière de statistiques financières de l'Etat et de la balance des paiements et à trouver les moyens d'éliminer les divergences minimales ou involontaires de façon à avoir des rapports simples entre les concepts du SCN et les autres systèmes. Par la suite, on a constaté qu'il y avait des différences entre le SCN et la BOP en ce qui concerne l'application du principe de propriété à l'enregistrement des exportations et des importations, la façon dont les recettes de réinvestissement étaient traitées et l'établissement de la valeur CAF des importations. On a également noté des différences entre les statistiques financières du gouvernement et le SCN en ce qui concerne la couverture et la classification fiscales, la classification des autorités monétaires, etc.

54. Plus tard le Programme a été élargi dans deux directions. On a d'abord cherché à établir un lien entre les deux normes du FMI, d'une part et de l'autre, d'autres normes statistiques économiques internationales établies par le FMI dans le domaine des statistiques financières et bancaires, par le BIT en matière de statistiques de l'emploi et par la FAO en ce qui concerne les statistiques agricoles ainsi qu'à d'autres directives établies par l'ONU en matière de statistiques de répartition du revenu et de statistiques industrielles. Les liens déjà établis ont servi à élaborer des procédures de compilation qui permettront d'utiliser les statistiques spécialisées comme point de départ pour établir la comptabilité nationale. Cela permettrait de coordonner davantage l'établissement des comptes nationaux dans le domaine des statistiques économiques et permettrait de trouver une solution au double emploi que constituaient l'établissement des statistiques de la comptabilité nationale et celui d'autres statistiques.

Comptes nationaux aux prix constants (point 6 de l'ordre du jour)

55. Le Conseiller régional de la CEA en matière de comptabilité nationale a présenté le document intitulé "calcul du revenu réel" (STAT/WG.NA/86/14). Il a suggéré qu'il importait au plus haut point d'établir une distinction entre le volume des biens et services produits (produit réel) et ce qu'il serait possible d'acheter avec le revenu obtenu (revenu réel).

56. Au cours des débats, on a attiré l'attention sur le travail réalisé au Cameroun concernant le calcul du PIB extérieur et intérieur dont l'objectif était semblable, en indiquant la dépendance de l'économie à l'égard de facteurs extérieurs. Le problème lié à la définition de coefficients déflateurs fiables pour les importations et les exportations a également été posé. Rares étaient les pays qui calculaient le PIB aux prix constants à partir des composantes de dépenses (l'ajustement peut également être opéré par rapport au PIB calculé par branche d'activité).

57. On avait certes des doutes quant à l'applicabilité du concept dans les pays en développement, cependant l'idée n'en avait pas moins été jugée utile.

Groupes d'étude (point 7 de l'ordre du jour)

58. Les groupes d'étude devaient examiner les questions suivantes:

- a) Structure du SCN et présentation du Livre Bleu et des manuels;
- b) Définition des secteurs institutionnels;
- c) Production et évaluation de la production;
- d) Résidents et revenu national brut;
- e) Comptes nationaux aux prix constants;
- f) Liens macro et micro-économiques et systèmes spécialisés.

Les conclusions auxquelles ont abouti les groupes d'étude ont par la suite été incorporée aux conclusions et recommandations adoptées par la Séminaire.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La structure du SCN et l'architecture du Livre Bleu et des manuels

1. En outre le SCN devrait s'appliquer à tous les pays. Le Livre Bleu ne devrait pas comporter de chapitre séparé sur les pays en développement. Il pourrait toutefois comprendre un chapitre sur les diverses présentations possibles selon les situations.
2. Le Livre Bleu et les manuels devraient traiter des concepts, qui conviennent le mieux à l'organisation économique et sociale des pays en développement et aux systèmes statistiques moins évolués ainsi que des concepts qui sont les plus appropriés pour les pays et les systèmes statistiques développés. Il convient de tenir compte de la rareté des données aussi bien en ce qui concerne les concepts et classifications du Livre Bleu que les principes méthodologiques figurant dans les manuels.
3. Certains participants ont estimé qu'un système de comptabilité nationale pour les pays africains devait être élaboré dans le cadre du SCN mais qu'il devait être adapté aux besoins particuliers des pays africains et conçu par un groupe d'experts de pays africains. D'autres ont pensé que ce ne serait pas nécessaire si l'on tenait dûment compte des besoins des pays africains dans le SCN révisé. Il conviendrait que le projet de Livre Bleu révisé soit disponible en français et en anglais avant sa mise au point définitive pour publication.
4. Le Livre Bleu devrait comporter une description complète du SCN, notamment les concepts, les définitions et les classifications. Des tableaux annexes devraient toutefois figurer dans les manuels. Il faudrait hiérarchiser la classification des opérations et des agents (voir STAT/WG.NAC/86/1, tableaux 3 et 4). Cependant, les différentes catégories devraient être détaillées davantage.
5. La structure devrait en général rester inchangée. La même place devrait être accordée aux comptes du type II et du type III. Il a été convenu d'ajouter les comptes de production pour les secteurs institutionnels à l'analyse actuelle de la production par groupes d'activité et d'ajouter des relations explicites entre les deux types de données sur la production. Il se pourrait que tous les pays ne soient pas en mesure d'établir cette relation et des directives supplémentaires devraient figurer dans les manuels.
6. Les opérations des secteurs institutionnels devraient être inscrites dans une série de comptes explicitement liés par des soldes. Il pourrait s'agir de comptes de production (avec la valeur ajoutée comme solde), la génération de comptes de revenu (avec l'excédent d'exploitation comme solde), des comptes de revenu et de dépenses, des comptes des opérations en capital et des comptes financiers.
7. On a suggéré d'ajouter deux volumes aux manuels, l'un sur les comptes d'entreprise, traitant des liens entre établissement et entreprises; l'autre étant une version simplifiée du Livre Bleu, s'adressant en particulier aux utilisateurs des données sur les comptes nationaux et à d'autres s'intéressant à ces comptes.

8. Certains tableaux du Livre Bleu devraient être conçus d'une manière qui permette d'expliquer le système sans pour autant être un guide pour l'établissement de tableaux. Cependant, pour que le Livre Bleu soit pratique, il devrait comporter des descriptions simples et des tableaux se rapprochant le plus possible des tableaux de données qui feront élaborés dans les manuels, notamment en ce qui concerne les comptes I, II et III.

Les agents du système de comptabilité nationale

9. La subdivision en deux secteurs devrait être maintenue, à savoir établissement de comptes de production pour les industries et de comptes complets pour les secteurs institutionnels. Des comptes de production pour les secteurs institutionnels devraient être adoptés et les liens entre branches d'activités et secteurs en ce qui concerne ces comptes devraient être expliqués dans un manuel.

10. Les institutions privées sans but lucratif au service des ménages revêtent une grande importance en Afrique. Elles ne devraient pas être intégrées aux ménages mais demeurer un secteur séparé ou constituer éventuellement un sous-secteur d'un secteur nouveau dénommé: "Administrations publiques et institutions privées sans but lucratif au service des ménages". Une étude plus approfondie pourrait être nécessaire pour les institutions sans but lucratif financées par des ressources extérieures.

11. On a estimé utile de retenir le concept de quasi-sociétés à la fois publiques et privées dans le cadre des secteurs d'entreprises tant financières que non financières.

12. Il a été jugé utile de séparer les activités des entreprises individuelles. Certains participants ont proposé de les transférer du secteur des ménages à celui des entreprises, notamment là où leur production est destinée à la vente.

13. Les arrangements financiers collectifs entre groupes de ménages (mutuelles, etc.) devraient être traités de façon explicite. Une solution consisterait à les considérer comme des institutions financières dans le cas où ils sont officiellement enregistrés; dans d'autres cas, les données sont difficiles à obtenir et leurs activités peuvent même être illicites.

14. Le sous-secteur de la sécurité sociale est important en Afrique : il possède des fonds propres qui souvent peuvent être investis de façon indépendante pour produire des revenus supplémentaires.

15. Il est difficile de faire une distinction nette entre la Banque centrale et le Gouvernement dans certains pays. Les manuels devraient comporter des directives à ce sujet.

16. Le nouveau sous-secteur dénommé administration d'Etat ou administration régionale qu'on a proposé d'instituer entre administration centrale et administration locale est jugé utile étant donné qu'il existe dans plusieurs pays africains.

17. La proposition tendant à ce qu'on établisse une distinction entre entreprises publiques et entreprises privées a été bien accueillie. Elle devrait se fonder sur la propriété (plus de 50 p. 100 des actions) et le contrôle, tel que recommandé mais il y aura des variations d'un pays à l'autre.

18. On a estimé qu'il était très utile de subdiviser le secteur des ménages en sous-secteurs (selon par exemple la catégorie socio-économique, les zones urbaine, rurales etc.) et que cette proposition devait être approfondie.

Délimitation de la production

19. La production de subsistance, dans le cadre de l'évaluation de la production devrait être déterminée par des activités qui débouchent sur un produit défini et sur lesquelles des données statistiques sur les prix et les quantités existent afin que la série des prix constants puisse aussi être calculée.

20. La définition relative à la délimitation de la production primaire et secondaire devrait demeurer telle qu'elle. On devrait continuer à ne pas tenir compte de la transformation et de la préparation des aliments dans le ménage.

21. Les activités tertiaires semblent être le secteur flou du système actuel. Les rubriques de services figurant dans la colonne 4 du tableau 1 du document STAT/WG.NAC/86/8 (page 8) doivent continuer à être exclues, à l'exception des suivantes :

- a) Réparation et entretien des habitations et des bâtiments de ferme;
- b) Services obstétricaux, guérisseurs traditionnels, enseignements traditionnels.

Les dépenses afférentes à des projets communaux tels que la construction d'églises, de mosquées et de routes devraient également être incluses. On a noté en particulier que les services pour compte propre à caractère domestique, tels que la surveillance des enfants, la lessive et le port de l'eau devraient être exclus si l'on veut traiter ces services de la même façon dans tous les pays.

22. Dans le secteur monétaire non structuré, les activités suivantes devraient être considérées comme faisant partie de la production :

- a) Les activités licites non recensées dans les études traditionnelles (par exemple petits exploitants de taxis, d'autobus, marchands au détail);
- b) Les activités illicites mais ne constituant pas un délit, qui sont toutes en général à caractère économique mais ne sont pas comptabilisées ou enregistrées, en violation des lois sur le commerce ou l'hygiène (vente de denrées alimentaires sur la voie publique, colportage, etc.);
- c) La fraude qui est un exemple particulier de délit en matière de commerce international, devrait être incluse dans les cas ou il y a une mesure de la production de contrepartie.

D'autres activités délictueuses, autres que la fraude (par exemple le vol, le meurtre etc.) n'entrent pas dans la délimitation.

23. Les activités financières des ménages devraient être identifiées et des méthodes de compilation définies. Il importe de clarifier la méthodologie actuellement utilisée pour évaluer les services fournis par les institutions financières.

Quelques problèmes d'évaluation

24. L'évaluation de la construction d'habitations pour compte propre nécessite une clarification. Elle devrait se fonder sur le coût des matériaux et de la main-d'oeuvre utilisés. Cette dernière devrait être évaluée en fonction du coût d'opportunité qui incluerait tous les salaires effectivement payés.

25. L'imputation du loyer pour un logement occupé par son propriétaire doit être réexaminée, notamment là où le logement a été construit par le ménage lui-même et où il n'existe pas de loyer équivalent. Dans de tels cas, l'imputation devrait se fonder sur l'évaluation de la construction et de la longévité du logement.

26. En période de difficultés économiques, les gouvernements peuvent engager des employés pour des considérations sociales plus qu'économiques, ce qui augmente la contribution des administrations au PIB même si la valeur réelle de leur production est négligeable. L'évaluation des services fournis par les administrations publiques doit être réexaminée dans ce contexte, aussi bien aux prix courants qu'en prix constants.

27. On a reconnu qu'il y avait des difficultés à adopter des services marchands équivalents comme critère d'évaluation des services mentionnés au paragraphe 21 ci-dessus. Un examen plus approfondi est nécessaire ici.

28. On a en général convenu que la production de subsistance devait continuer à être évaluée aux prix à la production, c'est-à-dire aux prix au départ de la ferme ou du point de vente le plus proche dans les régions rurales. En pratique, les prix peuvent être établis d'après ceux pratiqués sur le grand marché le plus proche, ce qui doit inclure les coûts de transport, etc. Il serait préférable cependant d'évaluer les prix dans les principales localités où est produite la culture en question.

Résidence, revenu national et croissance économique

29. Le concept de résidence devrait se fonder sur une période d'au moins un an sur le territoire économique. Le futur SCN devrait être clair sur la façon de traiter les cas suivants :

- a) Personnel de l'assistance technique (bilatérale) et personnes travaillant pour des organisations internationales;
- b) Travailleurs aux frontières ayant une double résidence;
- c) Directeurs d'entreprises multinationales;
- d) Zones franches.

Problèmes identifiés lors d'un stage de formation sur la comptabilité nationale,
tenu à Addis-Abeba du 30 septembre au 11 octobre 1986

1. Concept de résidence. Le séjour d'un an est un critère qui soulève des difficultés dans les cas suivants :

a) Travailleurs saisonniers se déplaçant régulièrement d'un pays à l'autre sans y séjourner plus d'une année et considérés comme des résidents de leur pays d'origine.

b) Personnes travaillant pour des organisations internationales, autres que les nationaux, et qui sont considérées comme résidentes dans le pays hôte alors que l'organisation jouit de l'extra-territorialité.

La plupart des fonctionnaires des organisations internationales se déplacent presque constamment et ne séjournent donc pas plus d'une année dans le pays hôte de l'organisation. Dans les deux cas, il est difficile pour cette raison d'estimer la valeur ajoutée et les dépenses de consommation.

2. Il n'y a pas de chapitre expliquant comment traiter le secteur traditionnel dans les pays en développement.

3. Dans le SCN, il n'est pas tenu compte de la consommation de capital fixe en ce qui concerne les infrastructures telles que les routes, les ponts, les aéroports, etc. Cette convention peut être critiquée, compte tenu des coûts considérables qu'entraînent pour les pays en développement l'entretien et la réparation des infrastructures.

4. Dans le SCN, on ne tient pas compte des travaux de construction effectués par les ménages, en dehors des locaux à usage d'habitation. Dans beaucoup de pays africains, il arrive souvent que les ménages entreprennent la construction d'écoles, de routes, de ponts, de puits etc. pour accroître le bien-être de la communauté.

5. On ne mentionne pas le rôle joué par les ménages en tant que sous-secteur des institutions de crédit. Dans la plupart des pays africains, une bonne partie de l'épargne passe non pas par le système bancaire mais par des arrangements financiers conclus à travers les ménages (associations de crédit, sociétés de vente et de crédit) qui pratiquent des taux d'intérêt totalement différents de ceux des banques et appliquent des procédures simplifiées en matière de prêt.

6. La façon dont il faudrait traiter le secteur des assurances n'est pas suffisamment explicite.

7. Il n'y a pas de recommandations relatives aux entreprises opérant dans les zones franches.

8. On ne propose aucune méthode pour estimer la consommation de capital fixe.
9. Il est nécessaire de revoir l'ordre de priorité en ce qui concerne l'établissement des comptes et des tableaux en tenant compte du stade de développement statistique des pays en développement.